ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1973

1er Circonscription de Côte-d'Or

Citoyennes, citoyens, camarades,

Au nom de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVe Internationale) O.C.I.
Au nom de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme - A.J.S.

O.C.I.

Annick BONY

étudiante, syndiquée U.N.E.F., 24 ans, CANDIDATE.

Dominique GROS

enseignant, syndiqué S.N.E.S.up., 29 ans, suppléant.

A.J.S.

S'adressent à vous :

Nous nous présentons aux suffrages de près de 43.000 électeurs dans la première circonscription de la Côte-d'Or. Militante de l'O.C.I. et de l'A.J.S., nous poursuivrons en tant que candidats, l'action de nos organisations pour la construction du **Parti ouvrier Révolutionnaire** indispensable à la lutte pour **un Gouvernement ouvrier,** à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, à la victoire du socialisme.

15 ANS, C'EST ASSEZ !

Après 15 ans de gaullisme, de surexploitation des travailleurs et des jeunes, les masses exploitées ont acquis la conviction que rien ne sera changé tant que les monopoles dirigeront l'économie, tant que régnera la loi du profit. Or, les députés de la majorité, députés des monopoles et du profit se présentent à nouveau devant les électeurs pour continuer la même politique.
Nous tenons d'abord à dire que pour nous ces élections ne sont pas une chose légère, vaine, sans conséquences. Les députés de la mojorité demandent un chèque en blanc pour continuer à s'enrichir et à réprimer. Nous nous faisons une tout autre conception du mandat de député : Nous pensons que le député devrait être le délégué de ses électeurs, le délégué des jeunes, des travailleurs, des ouvriers et des petites gens, travaillant comme eux. Nous pensons qu'un tel député devrait être contrôlé par les électeurs, révocable, obligé de rendre compte de sa mission, ni plus, ni moins payé que les tavailleurs qu'il représente. C'est ainsi qu'étaient élus les députés de la Commune de Paris, les députés aux soviets de LENINE et TROTSKY, en 1917. Telle est la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat Ouvrier.
Il est vrai que nous ne sommes pas immédiatement confrontés avec ces problèmes dans les élections de Mars 73. Il s'agit seulement d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958, condamnée par les organisations ouvrières et démocratiques en 1958. Ces élections ont une grande importance : défaire la majorité anti-démocratique, battre l'U.D.R. et tous ses associés. La défaite du gouvernement POMPIDOU-MESSMER permettrait d'en finir avec la Constitution de l'ancien régime gaulliste. Remplacer ce gouvernement par un gouvernement des organisations ouvrières, des partis ouvriers, s'engageant à satisfaire vos revendications, vos aspirations, serait un premier pas vers la démocratie, vers la démocratie des délégués OUVRIER, vers le Socialisme.

QUEL GOUVERNEMENT ?

Etudiante, enseignant, nous appartenons à l'Education Nationale, secteur particulièrement frappé par la politique gaulliste depuis 15 ans. Il faut être clair ; les experts du gouvernement l'ont dit : le régime du profit ne peut subsister qu'en développant un « volant de chômage », en abaissant la qualification des apprentis, des lycéens, des étudiants, en les transformant en « travailleurs mobiles », prêts à tout faire, à ne rien faire, à effectuer une constante migration d'une entreprise à une autre.
C'est parce que telle est la situation de l'emploi que le gouvernement, sous prétexte de réforme scolaire, oriente les enfants vers l'impasse des « classes pratiques », des classes de transition, développe une politique d'échec scolaire, abrutit les enfants avec des programmes insensés et en perpétuelle mutation.
Le gouvernement veut adopter la formation scolaire et professionnelle à la volonté des patrons. C'est pourquoi il sélectionne massivement les étudiants et supprime les sursis ; c'est pourquoi un représentant du trust Creusot-Loire fait son entrée au Conseil de l'Université de DIJON. C'est pourquoi, plusieurs centaines d'étudiants de DIJON ont manifesté contre la sélection et la suppression des sursis, des centaines d'élèves de l'I.U.T. de DIJON et d'élèves techniciens supérieurs ont manifesté contre le C.N.P.F. et ce gouvernement qui refusent de reconnaître leurs diplômes dans les conventions collectives.
Le gouvernement et le patronat veulent liquider l'enseignement public laïc pour le jeter en pâture aux profits, à l'école confessionnelle et patronale, à la société Hachette, trust de l'édition scolaire. Depuis 1958, près de 2.000 milliards d'anciens francs, ont été versés à l'école des curés et des patrons.
L'apprentissage et la formation permanente sont livrés par la loi de Juillet 1971 aux profits des patrons.
Pour parfaire son œuvre de démantellement de l'Ecole, le gouvernement voue des milliers de licenciés d'enseignement, d'auxiliaires, au chômage. Il bloque la carrière des enseignants en poste.
Parents, enseignants, vous n'acceptez pas cela. C'est ce que Messieurs FAURE et GUICHARD appellent hypocritement « l'ouverture sur la vie ». Aucun d'entre vous ne peut accepter l'avenir misérable qu'ils préparent aux jeunes. En manifestant par milliers à DIJON et à PARIS, avec le C.N.A.L., pour la nationalisation laïque de l'enseignement, contre les milliards versés à l'enseignement privé, vous avez refusé cette politique.
Alors, nous posons la question suivante : Un gouvernement conforme aux intérêts des masses, aux intérêts des travailleurs et des jeunes peut-il accepter de nationaliser l'enseignement privé en l'indemnisant ? quel travailleur peut accepter de payer deux fois les adversaires de l'Ecole Publique, les adversaires de l'Ecole Laïque et gratuite. Peut-il accepter que le trust Hachette ne soit pas nationalisé. Aucun travailleur, aucun parent, aucun enseignant ne peut accepter que siège au gouvernement des représentants des monopoles, défenseurs de l'Ecole confessionnelle et patronale. Il exigera que soit abrogée la loi POMPIDOU-DEBRE d'aide à l'enseignement privé.

UN GOUVERNEMENT SANS REPRESENTANTS DES MONOPOLES

Au nom de la « rentabilisation » et de la « modernisation », la « réforme » de la Sécurité Sociale conjuguée à la « réforme hospitalière », remettent en cause les droits et garanties arrachés par les travailleurs contre la maladie et la vieillesse, l'aide aux charges familiales.
Depuis les ordonnances anti-sociales de 1967, il est clair que le gouvernement a décidé de liquider les conquêtes sociales dans le secteur de la santé. Au nom de la « rentabilisation » et de la « modernisation », les loyers d'H.L.M. sont augmentés. La cote mobilière est pour la ville de DIJON une des plus élevées de France. L'Etat et la municipalité de POUJADE accablent les travailleurs et enrichissent les patrons du bâtiment : Selon la C.G.T., l'indice d'augmentation des salaires est passé de Juin 1968 à Juillet 1972 de 100 à 129,5, celui des prix payés par l'Etat et les communes aux entreprises de travaux publics de 100 à 149.
Augmentations des impôts, des loyers, vie chère sont la contrepartie des surprofits accumulés par les banques d'affaires, les monopoles, les sociétés immobilières.
Tout est bon pour le profit : les énormes crédits militaires, les commandes de l'Etat et des communes, des entreprises nationales.
Tout est bon pour le profit : le pillage de la Sécurité Sociale par les trusts pharmaceutiques.
Tout est bon pour le profit : les « sociétés d'économie mixte » à qui l'Etat prête à bon compte, réserve des tarifs préferentiels et achète très cher.
Et tandis que le patronat et ses serviteurs, dans l'appareil d'Etat, opèrent cette énorme ponction sur le travail des ouvriers, des employés, chasse les petits paysans de leurs terres, ruine commerçants et artisans écrasés par les grandes surfaces, surexploite les jeunes, le chômage se développe : Hier, à Bourgogne-électronique, puis à Brazey-en-Plaine, puis demain dans des dizaines d'autres entreprises menacées.

Telle est la vérité. Au nom de la « modernisation et de la « rentabilisation », le service public des P.T.T. est en voie de privatisation, les télécommunications sont livrées aux trusts de l'électronique CLTLT, LMT, CGEG. Partout, dans tous les secteurs, la réponse doit être identique : le 4 et le 11 MARS, pas une voix de travailleurs, pas une voix des petites gens écrasés par le capital ne doit aller aux candidats des partis gourgeois, pas une voix à POUJADE, pas une voix à CHEVROT du parti réformateur clérical et monopoliste de J.J.-S.S., pas une voix aux radicaux de droite et de gauche dirigés par les P.D.G. FILIPPI, LAMIRAULT, par FABRE, fervent partisan de la guerre au Vietnam. Pas une voix aux partis des monopoles et de la hiérarchie écclésiastique, pas une voix aux partis bourgeois.

UN GOUVERNEMENT SANS REPRESENTANT DES PARTIS BOURGEOIS

Le représentant des « radicaux de gauche » membre de « l'Union de la gauche », Robert FABRE, qui espère se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières, a déclaré :
« Si le contrat du programme commun devait être rompu du fait des communistes, il se trouverait un nouveau Ramadier au sein de la gauche socialiste et radicale pour traduire cette rupture dans le domaine gouvernemental ». Cela veut dire en clair que les radicaux s'apprêtent à exclure les communistes du gouvernement.
Le Parti radical décomposé, qui a gouverné pendant des générations pour les trusts capitalistes, ce parti girouette, présent dans toutes les crises, toutes les combinaisons, s'apprête à accueillir généreusement les transfuges de l'U.D.R. Sans doute, a-t-il aujourd'hui une faible force électorale. Il a déjà, il aura demain l'appui de tous les monopoles que le programme commun entend conserver, préserver.
Il faut être clair : A-t-on déjà vu un gouvernement comportant des représentants des partis bourgeois qui soit capable de répondre aux aspirations, aux revendications des travailleurs et de la jeunesse ? Cela n'est pas possible. Jamais, les exploiteurs n'ont renoncé de plein gré à leurs privilèges, jamais les monopoles n'ont dit à leurs représentants au gouvernement de faire une autre politique que la leur.
Le Parti radical de gauche et de droite est un parti du grand capital, comme celui de DALADIER en 1936. C'est le parti du « mur d'argent ».
Nous, Trotskystes, n'avons jamais pensé que l'on pouvait passer au socialisme du jour au lendemain. Par contre, nous pensons qu'il est possible d'ouvrir la voie du socialisme si les grands partis ouvriers, P.S., P.C., rompent avec les partis bourgeois.
Nous affirmons que le P.C. et le P.S. peuvent seuls gagner la majorité parmi les masses exploitées. Sur eux, pèsent les plus lourdes responsabilités. Travailleurs et jeunes attendent d'eux, une fois au gouvernement, qu'ils satisfassent les revendications. C'est pourquoi l'O.C.I., l'A.J.S. appellent à voter **classe contre classe.**

GOUVERNEMENT PC-PS SANS MINISTRES BOURGEOIS

Etudiante, enseignant, nous connaissons les problèmes de l'Ecole. Ces problèmes concernent toute la classe ouvrière. Nous sommes candidats de l'O.C.I., Guy HERMIER est candidat du P.C.F. Il a été étudiant, il est enseignant. Nous pouvons donc soumettre à la réflexion une expérience commune.
Guy HERMIER vient de se prononcer pour l'entrée éventuelle des curés à l'Ecole « c'est d'abord aux catholiques, à leur Eglise qu'il appartient de décider ou non si les prêtres et les religieux doivent être des militants... ou si au contraire, ils peuvent ne pas agir comme des représentants consacrés et exclusifs de l'Eglise. Ceux qui demandent l'entrée généralisée des prêtres et des religieux dans le degré obligatoire de l'Enseignement Public doivent considérer que ceux-ci seront désormais soumis aux règles de la laïcité. C'est à eux de voir si par cette mesure, ils ne risquent pas de créer un nouveau rapport entre l'Eglise et l'Etat qu'ils n'auront pas voulu en fonctionnarisant leurs écclésiastiques ». L'Ecole en Côte-d'Or N° 1.
Depuis 1905, l'Eglise et l'Etat sont séparés. Il ne s'agit pas de croyances. L'O.C.I. estime que chacun est libre de ses croyances, que la religon est une affaire privée. Mettre sur le même plan croyants et écclésistiques, comme le fait toute la presse bourgeoise, c'est taire le fait que le clergé est lié par le serment d'ordination, lié par discipline au plus grand trust financier du monde : le Vatican. Taire ces choses-là, c'est admettre le viol de conscience, l'obscurantisme à l'égard des enfants.
La majorité sait ces choses-là : Ainsi, l'Ecole St-Joseph touche 930 Frs par élève au titre de la Taxe d'Apprentissage et le L.T.E. Eiffel touche seulement 172 Frs.
Nous pensons comme Victor Hugo, que « partis de l'ordre » et « partis des prêtres » ne peuvent rien apporter de bon au peuple Par contre, il appartient aux partis ouvriers de satisfaire les revendications.
NATIONALISATION LAIQUE SANS INDEMNITE NI RACHAT DES ECOLES PRIVEES, EXPROPRIATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DU TRUST HACHETTE. CONTROLE DES SYNDICATS ENSEIGNANTS, OUVRIERS, DES PARENTS D'ELEVES SUR L'ECOLE AVEC LA PARTICIPATION DES SYNDICATS OUVRIERS DU BATIMENT POUR LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES.
L'O.C.I. est pour la nationalisation sans indemnité de tous les monopoles de l'Industrie, du commerce, de l'immobilier, pour la nationalisation sans indemnité des sols à bâtir. Telle est la voie qui permettra d'en finir avec le capital.
Cette voie, P.C.F. et P.S. peuvent l'emprunter, s'ils rompent avec la bourgeoisie, s'ils ne concèdent rien aux monopoles.
Des millions de travailleuses et de travailleurs pensent : ils se sont enfin entendus, ils ont fait l'unité ». Cette unité ne peut nous profiter que si le P.C. et le P.S. rompent avec les pratiques du passé, avec les radicaux bourgeois, s'engagent à satisfaire les revendications. C'est ce qu'attendent d'eux des millions de travailleurs et de jeunes. C'est pourquoi nous sommes inconditionnellement pour un gouvernement du P.S. et du P.C. qui s'engagerait à satisfaire les revendications. Nous sommes pour que le P.S. et le P.C. rompent avec la constitution de la V[e] république.
La V[e] république a été instituée par un coup de force. Ceux qui parlent de faire « évoluer démocratiquement » le régime de la V[e] république veulent oublier que ce régime a été et demeure un coup d'état permanent contre les masses laborieuses, qu'il continue le coup d'Etat du 13 Mai 1958.
15 ans de V[e] république, 15 ans de chasse aux jeunes, de C.R.S., de pouvoirs spéciaux, de juridictions d'exception, de libertés surveillés, de lois anti-syndicales, et anti-ouvrières, 15 ans de surexploitation, c'est assez, c'est trop ! !
Cette constitution n'est légitime que pour les monopoles, les banques d'affaires, les spéculateurs.

OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME

L'O.C.I. le dit clairement : nous sommes contre l'« union de la gauche », sans rivage à droite avec les radicaux. Capitalistes et monopoleurs, de droite et de gauche, sont toujours capitalistes et monopoleurs.
Nous sommes pour un gouvernement PC.-P.S., pour la satisfaction de toutes les revendications, parce que toutes les aspirations des masses sont légitimes et que le seul obstacle est le régime du profit. Nous sommes pour le front unique des partis ouvriers. Il faut être clair : KRIVINE, la ligue communiste, lutte ouvrière, adversaires du front unique de classe, se sont prononcés avec des critiques mitigées, pour l'union de la gauche, se taisant sur les radicaux. Lutte ouvrière pleurniche sur les malheurs de la classe ouvrière, mais votera pour les radicaux ou s'abstiendra au 2[me] tour.
Si nous estimions conforme aux intérêts des masses laborieuses l'union de la gauche avec les banquiers radicaux, l'O.C.I. n'aurait pas présenté de candidat, nous ne nous serions pas présentés pour ne pas faire perdre de voix à l'Union de la gauche.
Nous sommes pour le vote classe contre classe. Nous disons donc :
Si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, votez pour le P.S. ou le P.C.F.
Si vous pensez que votre vote doit être un vote de classe, votez pour la construction d'un parti ouvrier indépendant du capital, pour la construction du parti révolutionnaire, pour la candidate de l'O.C.I.

PAS UNE VOIX POUR LES PARTIS BOURGEOIS
AU 2[e] TOUR, TOUTES LES VOIX POUR LE CANDIDAT DU PS OU DU PC LE MIEUX PLACE.

POUR LE SOCIALISME CLASSE CONTRE CLASSE
POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER CLASSE CONTRE CLASSE
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

VOTEZ O.C.I. — VOTEZ BONY/GROS dans la Première circonscription

Souscrivez massivement pour l'O.C.I.
O.C.I. — A.J.S. 44, rue Magenta - DIJON

IMP. DIJONNAISE - 15, rue AMIRAL-ROUSSIN

Vu, le Candidat